

Source : http://www.liberation.fr/planete/2017/10/31/climat-l-onu-alerte-sur-l-ecart-catastrophique-entre-les-promesses-des-etats-et-l-objectif-de-2c_1607014?xtor=rss-450

Téléchargement 31 10 2017

Climat : l'ONU alerte sur l'écart «catastrophique» entre les promesses des Etats et l'objectif de 2°C

Par [AFP](#) — 31 oct 2017

Un épais brouillard recouvre New Delhi, le 2 novembre 2016 Photo Prakash SINGH . AFP

«Nous sommes loin de faire ce qu'il faudrait», a commenté le directeur du Programme des Nations unies pour l'Environnement à la sortie de son rapport annuel sur l'action climatique mondiale.

- Climat : l'ONU alerte sur l'écart «catastrophique» entre les promesses des Etats et l'objectif de 2°C

Les alertes ne cessent de s'accumuler. Et les mots sont de plus en plus forts. L'écart est «catastrophique» entre les promesses nationales de limitation des émissions de gaz à effet de serre et les réductions qu'il faudrait opérer pour maintenir le réchauffement en-dessous de 2°C, a prévenu mardi le responsable environnement de l'ONU, à six jours de la COP23.

A lire aussi. [Dérèglement climatique : la santé mondiale en danger](#)

«Les engagements actuels des Etats couvrent à peine un tiers des réductions d'émissions nécessaires, creusant un écart dangereux» annonceur de grands dérèglements (canicules, inondations, super-ouragans...), souligne Erik Solheim, directeur du Programme des Nations unies pour l'Environnement (PNUE), [qui publie son rapport annuel sur l'action climatique mondiale](#) : «Gouvernements, secteur privé, société civile doivent combler cet écart catastrophique». Pour lui, «un an après l'entrée en vigueur de l'accord climat de Paris, nous sommes loin de faire ce qu'il faudrait pour préserver des centaines de millions de personnes d'une vie de misère».

Les engagements des Etats revus en 2020

«L'accord de Paris a boosté l'action climatique, mais cette dynamique clairement s'essouffle», estime le ministre costaricain Edgar Gutierrez Espeleta, président pour 2017 de l'Assemblée des Nations unies pour l'environnement. Selon le rapport du PNUE, synthèse des dernières études scientifiques, il faut à la fois «urgemment accélérer les actions à court terme et renforcer l'ambition à long terme». «Tous les pays» sont concernés, notamment du G20 (3/4 des émissions).

Inquiétudes face au nouveau record de concentration de [#CO2](#) dans l'atmosphère
<https://t.co/WtAijHTUes> [#ChangementClimatique](#) [#Climat](#) [#COP23](#)
pic.twitter.com/tYQxjIE4Y

La révision des engagements nationaux, prévue en 2020 par l'Accord de Paris, sera «*la dernière occasion*» de trouver la bonne trajectoire pour 2030 : sinon, «*il est extrêmement improbable*» que le monde reste sous 2°C et a fortiori 1,5°C de réchauffement par rapport à la Révolution industrielle, ajoute le bilan, publié avant l'ouverture lundi à Bonn de la 23e conférence de l'ONU sur les changements climatiques. Les engagements de réduction d'émissions à horizon 2025 ou 2030 présentés volontairement par les Etats à la COP21 fin 2015, devraient faire monter le mercure de plus de 3°C d'ici 2100.

Pour rester sous 2°, il faudrait émettre au maximum 41,8 gigatonnes (Gt) équivalent CO₂ en 2030, contre 51,9 Gt en 2016. Or, si les pays s'en tenaient à leurs engagements présents, sans les renforcer, ils produiraient encore 52,8 Gt en 2030.

100 sociétés pour un quart des émissions

Depuis 2014 les émissions de CO₂ issues des énergies fossiles se sont stabilisées, notamment grâce au moindre recours de la Chine au charbon. Mais il faudrait les réduire nettement, alors que la concentration dans l'atmosphère de ce gaz persistant n'a jamais été aussi élevée. Les émissions de méthane, gaz encore plus réchauffant, ne cessent en outre de croître. Rénovation des bâtiments, reboisement, énergies renouvelables, transports économes... le PNUE liste les actions possibles et nécessaires, qui pourraient, selon lui, épargner plus de 30 GtCO₂e par an d'ici 2030. Mais il concède de nombreuses incertitudes (technologiques, capacité/volonté des Etats...).

La fermeture progressive des centrales à charbon s'impose, note aussi le PNUE, qui en recense encore 6 683 (et bien d'autres en projet). Au monde des affaires également d'agir : les 100 sociétés cotées les plus polluantes représente un quart des émissions, rappelle le rapport. Mais rien ne prouve encore que la dynamique des acteurs non-étatiques (entreprises, collectivités...) pourra compenser le retard, ajoute-t-il.

«*Le PNUE fait de son mieux pour tenter de garder une vision optimiste, alors que l'avenir est lugubre*», commente le climatologue Glen Peters, interrogé par l'AFP. «*C'est le 8e rapport et chaque année la conclusion est la même : "il faut agir urgemment, des moyens accessibles sont à disposition". Mais dans le détail, le texte est plutôt sombre*» cette année. Car chaque action «*est à la limite de la faisabilité*» aujourd'hui, souligne l'expert du centre de recherche Cicero (Oslo). «*Et si l'une d'elles échoue, nous ne pourrions combler l'écart de 2030*».

«*C'est un bon contrepois à l'excès d'optimisme généré par la stabilisation des émissions de CO₂*», estime le chercheur Oliver Geden (Institut allemand des affaires internationales, SWP), un des auteurs. «*C'est le 8e rapport. Où sont les mesures ?!*». Révélatrice de l'urgence : la présence pour la première fois d'un chapitre sur le sujet, longtemps tabou, des techniques qui permettraient d'aspirer le CO₂ de l'atmosphère (via les forêts et les sols, mais aussi des procédés industriels encore incertains).